

**PREFECTURE  
DES BOUCHES-DU-RHONE**

DIRECTION DES COLLECTIVITES  
LOCALES ET DU CADRE DE VIE

Bureau de l'Environnement

Dossier suivi par : Mme CONSOLE

Tél. : 91.15.69.32

n° 96-332/15-1996-A

REPUBLIQUE FRANCAISE

13.11.96

Marseille, le 13 NOV 1996

**ARRETE**

autorisant la Société PORT PETROLIER DE GIVORS S.A.  
à exploiter une unité de conditionnement  
de gaz liquéfiés toxiques et très toxiques  
à PORT SAINT LOUIS DU RHÔNE

LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,  
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, modifiée par les lois n° 92-646 et n° 92-654 du 13 juillet 1992,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,

VU la demande présentée par la société Port Pétrolier de Givors en vue d'être autorisée à exploiter une unité de conditionnement de gaz liquéfiés toxiques et très toxiques à Port Saint Louis du Rhône,

VU l'arrêté du 26 mars 1996 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique en Mairies de Port Saint Louis du Rhône, Fos sur Mer et Arles,

VU l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales du 24 avril 1996.

VU l'avis du Chef du Service Maritime du 7 mai 1996,

VU l'avis du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle du 7 mai 1996,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement du 14 juin 1996,

VU l'avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours du 26 juin 1996,

VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Fos sur Mer du 27 juin 1996,

VU l'avis et le rapport du commissaire-enquêteur du 30 juin 1996,

VU les avis du Sous-Préfet d'Arles des 15 février 1996 et 24 juillet 1996,

VU les rapports du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement des 15 février 1996 et 30 septembre 1996,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 7 novembre 1996,

**CONSIDERANT** que les nuisances engendrées par l'activité ne sont pas de nature à faire obstacle à la délivrance de l'autorisation.

**CONSIDERANT** cependant qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires particulières en vue de réduire ces nuisances,

**SUR LA PROPOSITION** du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1**

La Société PORT PETROLIER DE GIVORS, dont le siège social est situé place du Bassin - 69702 GIVORS, a été autorisée par arrêté n° 95-94/99-1994-A du 26 avril 1995, complété par arrêté n° 96-49/10-1996-A du 28 février 1996, à exploiter plusieurs activités classées dans son établissement de Port Saint Louis du Rhône.

Les dispositions techniques définies dans l'arrêté du 26 avril 1995 susvisé sont complétées par celles définies ci-après pour une unité de conditionnement de gaz liquéfiés toxiques et très toxiques.

L'alinéa "Les activités nouvelles ou faisant l'objet d'une extension sont les suivantes : " de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 1995 est complété par :

- emploi et stockage de substances et préparations gazeuses liquéfiées toxiques et de liquides inflammables de première catégorie,
- conditionnement de gaz liquéfiés très toxiques et toxiques".

### **ARTICLE 2 - DESCRIPTION DE L'INSTALLATION**

L'article 3 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 1995 est complété par les dispositions suivantes :

"Une unité de conditionnement de gaz liquéfiés toxiques et très toxiques.

Cette unité se compose :

- une aire de stockage - réception des bouteilles en retour de clientèle,
- une zone de tri par pesage, par contrôle visuel ainsi qu'une zone de lavage externe des bouteilles,
- une zone de stockage de bouteilles vides en attente de remplissage,
- un bâtiment fermé abritant l'installation de conditionnement et l'unité de traitement des gaz.
- à proximité de ce bâtiment, on trouve :
  - \* l'installation d'assainissement de l'air issu des hottes de conditionnement,
  - \* l'aire de mise en place des conteneurs. Cette aire permet l'entreposage de deux conteneurs au maximum,
  - \* une aire abritant le fût de distribution de liquide inflammable de première catégorie. Un deuxième fût sera maintenu sur cette aire en réserve,
- une aire de stockage des bouteilles en attente de réépreuve,
- au sud de la voie, est aménagée une aire étanche, bitumée, pour le stockage des bouteilles pleines en attente d'expédition mais également si nécessaire de bouteilles vides."

### **ARTICLE 3 - RUBRIQUES DE NOMENCLATURE**

L'article 4 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 1995 est modifié par le tableau de classement suivant :

N° de la nomenclature	Désignation de l'activité	Paramètres caractéristiques du site	Régime (1)
1111	- Emploi ou stockage de substances et préparations très toxiques 2-a - Substances et préparations liquides en quantité supérieure ou égale à 20 t	- Stockage vrac représentant 450 m <sup>3</sup> avec les liquides toxiques - Stockage des emballages navettes (masse résiduelle limitée à 250 kg)	AS
	3-a - Gaz ou gaz liquéfié en quantité supérieure ou égale à 20 t	200 t	AS
1131	- Emploi ou stockage de substances et préparations toxiques. 2-a - Substances et préparations liquides en quantité supérieure ou égale à 200 t	- Stockage vrac représentant 450 m <sup>3</sup> avec les liquides très toxiques - Stockage des emballages navettes (masse résiduelle limitée à 10 tonnes)	AS
	3-a-Gaz ou gaz liquéfiés en quantité supérieure ou égale à 200 t	1500 t	AS
1433	Installation de mélange ou d'emploi de liquides inflammables. La quantité totale de liquides inflammables de la catégorie de référence susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2) Supérieure ou égale à 10 t mais inférieure à 200 t	- Unité de fabrication de liants routiers	A
1434	- Installations de remplissage ou de distribution de liquides inflammables 1) Installation de chargement de véhicules citernes de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum équivalent de l'installation étant : a) Supérieur à 20 m <sup>3</sup> /h 2) Installation de chargement ou de déchargement desservant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation	Remplissage fûts Poste de dépotage	A
1450	Solides facilement inflammables 2-a - Emploi ou stockage en quantité supérieure ou égale à 1 t	500 t. dans hangars A et B	A
2910	Installations de combustion B - Lorsque les produits consommés seuls ou en mélange autre que FOD et gaz naturel ont une teneur en soufre inférieure à 1 g/MJ 1° - Si la puissance thermique de l'installation est supérieure à 20 MW	- Incinérateur de 3,5 MW - 3 chaudières de 3,5, 3,5 et 11,2 MW	A
167	Déchets industriels provenant d'installations classées A - Transit C - Traitement ou incinération	13000 tan	A A
253	- Dépôt de liquides inflammables en quantité supérieure à 100 m <sup>3</sup>	- Stockage possible de 8 600 m <sup>3</sup> d'équivalent première catégorie. 39 cuves de 6 à 2 200 m <sup>3</sup> réparties dans diverses rétentions	A
1520	Dépôts de houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1) Supérieure à 500 t	2 100 t de goudrons ou bitume en cuves de 25 à 270 m <sup>3</sup>	A
1521	Traitement ou emploi de goudrons, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1) Supérieure ou égale à 20 t	- Fabrication de brais solides	A
1611	Acides acétique à plus de 50 % en poids d'acide, chlorhydrique à plus de 20 %, formique à plus de 50 %, nitrique à plus de 25 % mais moins de 70 %, picrique à moins de 70 %, sulfurique à plus de 25 %, anhydride acétique (emploi ou stockage). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 250 t	- Stockage de 3 700 t d'acide sulfurique à 96 % (cuvette C)	A
1630	Emploi ou stockage de soude ou potasse caustique. Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure à 250 t	- Stockage de 3 000 t de soude à 50 % (cuvette B)	A
2915	Procédé de chauffage employant comme transmetteurs de chaleur des fluides constitués par des corps organiques combustibles 2° - La température d'utilisation étant inférieure au point d'éclair des fluides. La quantité totale des fluides utilisés étant supérieure à 250 litres.	- Volume de la boucle : 5 000 l	D
211	Dépôt de gaz combustibles liquéfiés B - Gaz maintenus liquéfiés sous pression 1 - En réservoirs fixes, la capacité nominale totale du dépôt étant supérieure à 12 m <sup>3</sup> mais inférieure à 120 m <sup>3</sup>	Cuve de propane de 30 m <sup>3</sup>	D
1111	3-c- Substances et préparations gazeuses en quantité inférieure à 50 kg	- Stockage des emballages navettes (masse résiduelle limitée à 50 kg)	D
1131	3-c - Substances et préparations gazeuses en quantité inférieure à 2 tonnes	- Stockage des emballages navettes (masse résiduelle limitée à 2 tonnes)	D
1200	Substances et préparations comburantes 2-c - Emploi ou stockage. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 100 t	- Stockage d'eau oxygénée à 70 % (4 cuves de 18 tonnes unitaire) - Dilution et conditionnement	D
1510	Entrepôts couverts d'un volume inférieur à 50 000 m <sup>3</sup>	- 35000 m <sup>3</sup> (hangars A + B)	D

1 = Régime : A à autorisation - S à servitude d'utilité publique - D à déclaration

## ARTICLE 4 - STOCKAGE DE GAZ LIQUEFIES TOXIQUES ET TRES TOXIQUES

L'article 17 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 1995 est remplacé par les dispositions suivantes :

### "ARTICLE 17 - STOCKAGE DE PRODUITS TOXIQUES ET TRES TOXIQUES

#### 17.1 - Liquides

##### 17.1.1 - Produits autorisés

Avant de recevoir dans le stockage un liquide toxique ou très toxique, l'exploitant s'assurera que les émissions atmosphériques en fonctionnement normal et notamment lors des opérations de déchargement n'entraînent pas sur le site de concentration supérieure à la VME.

De même, il vérifiera qu'en cas d'épandage, l'évaporation de flaque ne conduirait, pas en limite de propriété, à des valeurs de concentration atmosphérique supérieures à la LC1 (ou à 50 % de la CL 50) et que la zone correspondant à l'IDLH reste limitée à 500 m ; de plus, pour les produits toxiques autres que la TFMA, l'exploitant s'assurera, avant d'en accepter le stockage, que leur incendie n'entraînera pas de zone Z1 sortant des limites de propriété ou de la zone Z2 dépassant les 500 m.

Ceci fera l'objet d'une étude remise à l'Inspection des Installations Classées avant réception du produit à stocker.

##### 17.1.2 - Conditions de stockage

- Chaque cuve sera disposée dans une rétention étanche, correspondant à plus de 100 % du volume stocké. La surface de la cuvette devra être la plus faible possible pour réduire la surface d'évaporation en cas d'épandage.

- Les rétentions seront limitées par des murs de 3 m de hauteur s'appuyant sur des merlons en terre. Pour limiter le volume des eaux pluviales dans les rétentions, celles-ci seront couvertes.

- Les rétentions seront équipées d'une détection de liquide déclenchant une alarme au poste de garde. Ces rétentions ne comporteront aucun moyen de vidange gravitaire.

Des détections incendie, disposées au dessus de chaque rétention provoqueront en cas de déclenchement, un déversement de solution moussante.

- Les cuves de stockage seront équipées :

- . d'une indication locale de niveau,
- . de deux détecteurs indépendants de niveau haut et très haut stoppant le remplissage,
- . d'un dispositif d'inertage à l'azote,
- . d'un disque de rupture avec système de détection de rupture,
- . de vannes d'isolement des canalisations placées au plus près des bacs.

- Chaque bac portera en caractères de grande taille, son repère, sa capacité ainsi que la nature du produit qu'il contient.

- La conception du stockage prendra en compte les critères parasismiques (calcul de la résistance de la cuve et/ou de la rétention aux effets d'un séisme). De même, les tuyauteries de liaison avec les pompes de transfert et le poste de dépotage ainsi que leurs supports seront calculés au séisme.

- Le poste de dépotage sera équipé d'une capacité de rétention de 25 m<sup>3</sup>. Ce poste sera couvert. L'ensemble de dépotage sera muni d'une tuyauterie de retour de phase gazeuse.

##### 17.1.3 - Exploitation des installations

L'installation permettra le chargement et le déchargement des cuves à partir de citernes routières.

Le transfert des liquides entre bacs sera limité à des opérations de mise en sécurité (fuite sur un bac,...).

Tous les mouvements de produits seront consignés sur un registre tenu en permanence au poste de garde.

Les fiches de données de sécurité des produits stockés seront jointes au registre.

Lors du stockage d'un nouveau produit, l'exploitant en informera l'Inspection des Installations Classées.

Les réservoirs et leurs accessoires seront contrôlés visuellement tous les mois et avant chaque remise en service en cas d'interruption supérieure à quinze jours.

Ils seront inspectés tous les trois ans (visite approfondie avec contrôles non destructifs).

#### 17.2 - Gaz liquéfiés

##### 17.2.1) Produits autorisés

Les produits autorisés sont ceux indiqués dans le dossier complémentaire fourni par l'exploitant à savoir :

- gaz toxiques : bromure de méthyle tracé à 3 pour mille à l'isoacétate d'amyle,
- gaz toxiques : bromure de méthyle pur ou tracé à 2 pour cent de chloropicrine,
- gaz très toxiques : bromure de méthyle tracé à 33 pour cent de chloropicrine, ←
- liquide inflammable de première catégorie : acétate d'amyle (400 l.).

Toutes modifications des quantités mises en oeuvre ou des caractéristiques des produits utilisés devront faire l'objet au préalable d'une consultation des services de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

##### 17.2.2) Stockage des produits

###### a) Rétentions

Le stockage des récipients, après conditionnement, seront disposés sur une aire étanche permettant la collecte des effluents susceptibles de s'y écouler et reliée à une capacité de rétention d'au moins 5 m3. Les effluents collectés en cas d'incident seront éliminés comme déchets.

###### b) Prévention de la pollution de l'eau

Les eaux pluviales récupérées sur les surfaces étanches seront envoyées vers le bassin d'observation conformément à l'article 6.2. Avant rejet, un test d'écotoxicité sera effectué en complément aux contrôles déjà demandés.

###### c) Conteneurs et bouteilles

Les conteneurs et bouteilles seront conçus en matériaux compatibles avec :

- la nature des produits stockés (caractéristiques chimiques),
- l'environnement du lieu de stockage (température, hygrométrie...),
- les conditions de stockage (mise sous pression).

Les récipients utilisés, destinés à contenir des produits sous pression, devront avoir subis avec succès les épreuves et tests de résistance mécanique réglementaires.

Les bouteilles seront stockées de manière à assurer leur stabilité.

Les bouteilles et conteneurs seront entreposés dans des conditions où ils ne risquent pas de monter à des températures telles que les pressions de service des récipients soient dépassées.

Il est interdit de se livrer à la réparation ou à l'entretien des conteneurs et bouteilles ou de leurs accessoires à l'intérieur de l'unité de conditionnement.

Les bouteilles et conteneurs doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

### 17.2.3) Aménagement des locaux

L'installation de conditionnement ainsi que l'unité de traitement des gaz seront disposées dans un bâtiment couvert conçu en matériau coupe-feu de degré 2 heures (à minima pour la façade de séparation avec le stockage de bromure de méthyle) et muni de portes stables au feu de degré 1/2 heure.

L'installation de distribution de liquides inflammables sera disposée dans un local couvert distinct conçu en matériau coupe-feu de degré 2 heures et muni de portes stables au feu de degré 1/2 heure.

### 17.2.4) Exploitation des installations

L'exploitation se fera sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance sur les dangers des produits utilisés ou stockés dans l'installation. Les personnels intervenant sur l'installation seront informés des risques encourus.

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières et présenter les garanties correspondantes.

L'exploitant doit tenir à jour un état et un plan annexé indiquant la nature et la quantité des produits dangereux stockés. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité du dépôt et de l'atelier d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement (au moins une fois par an). Le personnel doit être familiarisé à l'emploi de ces matériels.

En particulier, deux appareils respiratoires isolants (ARI) seront disposés dans le local de conditionnement.

Les opérations dangereuses (manipulations, fabrication de produits dangereux...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires,
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées,
- les instructions de maintenance et de nettoyage,
- le maintien dans l'atelier de fabrication de la quantité nécessaire au fonctionnement de l'installation.

### 17.2.5) Organes de sécurité

Des boutons "coup de poing" judicieusement répartis dans l'installation permettront de déclencher l'alerte en cas de sinistre.

Des détecteurs implantés dans les hottes de conditionnement permettront de connaître la teneur en gaz toxiques de l'atmosphère de ces hottes. Un seuil haut entraînera la fermeture de la vanne d'alimentation de la bouteille en remplissage.

Un détecteur disposé au dessus du conteneur en vidange assurera, en cas de déclenchement, l'isolement du conteneur. Ce dispositif sera doublé d'un deuxième détecteur, dont le signal commandera directement les fermetures des vannes internes du conteneur.

Des détecteurs disposés dans l'atmosphère du local abritant la chaîne de conditionnement permettront de mesurer en continu la teneur en gaz toxiques de l'atmosphère. Un seuil fixé à 50 % de la valeur Moyenne d'Exposition (V.M.E.) conduira au déclenchement d'une alarme. Un second seuil fixé à la V.M.E. entraînera l'isolement du conteneur.

Les gaz émis par les soupapes de sécurité disposées sur le circuit de conditionnement seront aspirés et traités par la colonne d'assainissement.

#### 17.1.2) Protection de la zone de dépotage des conteneurs

La façade sud de la zone de dépotage des conteneurs sera équipée d'un rideau d'eau avec déclenchement à distance pour protéger les conteneurs en cas d'incendie sur la rétention des produits toxiques."

### **ARTICLE 6 - POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

L'article 7 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 1995 est complété par les dispositions suivantes :

#### **"7.6 - Unité de conditionnement de gaz liquéfiés toxiques et très toxiques**

Les gaz émis par l'unité de conditionnement devront être traités par une colonne d'assainissement d'au moins 6 mètres de hauteur.

Les valeurs limites de rejet à la colonne sont les suivantes :

Paramètres	Concentration limite (mg/Nm3)	Flux maximal en moyenne			
		horaire (g/h)	journalière (kg/j)	mensuelle (kg/mois)	annuelle (kg/an)
Bromure de Méthyle	10	50	1,2	24	240

Les prélèvements et mesures réalisés sur les gaz émis doivent être réalisés conformément à l'arrêté ministériel du 1er mars 1993. La procédure retenue pour le prélèvement doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre. L'exploitant devra mettre en place un dispositif de mesure en continu des émissions de bromure de méthyle ou d'un paramètre permettant une corrélation.

Les flux sont calculés à partir d'une production journalière. 10 % des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base de 24 heures.

Dans le cas de prélèvement instantanés, aucune valeur ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite.

Un récapitulatif mensuel des rejets sera effectué par l'exploitant et transmis à l'inspection des installations classées.

Un contrôle semestriel des rejets sera effectué par un organisme agréé et transmis à l'inspection des installations classées."

### **ARTICLE 7 - DISPOSITIONS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT**

#### **7.1) Moyens de lutte incendie**

##### **7.1.1) Réseau incendie**

Le réseau maillé actuel sera étendu aux nouvelles unités conformément aux dispositions de l'article 14.1.1 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 1995.

### **ARTICLE 8 - PLAN D'OPERATION INTERNE**

La partie du P.O.I. concernant ces nouvelles activités sera disponible avant la mise en service des installations et sera soumise à l'avis des services d'incendie et de secours.

### **ARTICLE 9 - PLAN PARTICULIER D'INTERVENTION**

Cette nouvelle activité étant soumise à la directive européenne n° 82/501 CEE du 24/06/82 modifiée, l'exploitant devra communiquer au SIRACEDPC avant la mise en service de l'installation tous les éléments nécessaires à l'établissement du P.P.I.

## ARTICLE 10 - RECOLEMENT

L'exploitant s'assurera de la conformité de l'installation par rapport aux prescriptions du présent arrêté. Cet examen sera réalisé soit par un organisme externe, soit par une personne reconnue par l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas six mois après le démarrage des installations et le résultat sera transmis à l'inspection des installations classées.

## ARTICLE 11 -

En cas de non respect de l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par des dispositions de l'article 23 de la loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976 modifiée, relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

## ARTICLE 12 -

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

## ARTICLE 13 -

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## ARTICLE 14 -

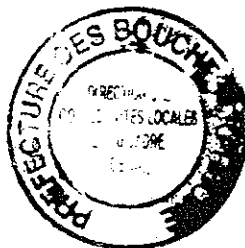
- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.
- Le Sous-Préfet d'Arles,
- Le Maire de Port Saint Louis du Rhône,
- Le Maire de Fos sur Mer,
- Le Maire d'Arles,
- Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- Le Directeur Régional de l'Environnement,
- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
- Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Le Directeur Départemental de l'Equipeement,
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- Le Chef du Service Maritime des Bouches du Rhône,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un avis sera publié et un extrait affiché conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

POUR COPIE CONFORME  
par délégation  
Le Chef de Bureau,

*M. Juvet*  
**MARTINE INVERNON**



Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

**Pierre DE JEULET**